

LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE ÉCONOMIQUE SUR LA MISE EN COUPLE ET LA FÉCONDITÉ EN ITALIE : PREMIERS ENSEIGNEMENTS*

Maria Carella¹

Dipartimento di Scienze Politiche
Università di Bari (Italia)

1. INTRODUCTION

La crise économique, déclenchée en 2007 par les difficultés du secteur financier aux États-Unis, a rapidement muté en plus grave épisode récessif de l'histoire récente.

En Italie la dégradation profonde du marché du travail a entraîné des pertes d'emplois d'une ampleur sans précédent, avec de profondes répercussions sur l'économie réelle et sur les conditions de vie des familles. Une analyse critique des données disponibles permet aujourd'hui de tirer les premiers enseignements des conséquences de cette crise sur le statut socio-économique des individus et sur les comportements démographiques et d'apprécier dans quelle mesure les tendances qui prévalaient avant la crise ont été peu ou prou altérées.

La situation économique en période de crise ayant été préalablement décrite, cet article traite tout d'abord, à grands traits, de l'évolution des deux phénomènes nuptialité et fécondité au cours des 65 dernières années. Il se focalise ensuite sur les changements intervenus dans la formation des unions et les comportements reproductifs sous l'effet de la récession économique. La tendance étant très clairement aux choix alternatifs dans la mise en couple et au maintien d'une très basse fécondité, la dernière partie de l'article s'articule autour d'une

* Au strict plan formel, ce texte a été révisé par Alain Parant, seul responsable des offenses résiduelles à la langue française.

1. Ricercatore di Demografia (maria.carella1@uniba.it).

interrogation : de quels enjeux ces comportements accentués par la crise sont-ils porteurs pour la société italienne ?

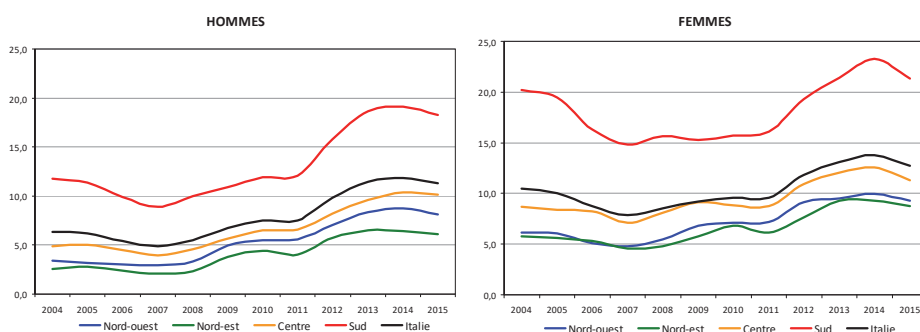
2. ÉLÉMENTS DE CONTEXTE : LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE 2008 À 2014

En Italie, la crise économique, débutée en 2008, a interrompu le processus de croissance de l'emploi qui prévalait depuis une décennie, tiré par l'expansion des services. Entre 2008 et 2014, près d'un million d'emplois ont été perdus (811.000), soit 4,2 % du volume d'emploi observé juste avant la crise (ISTAT, 2015). Les hommes ont été davantage touchés que les femmes mais, pour ces dernières, la situation s'avère globalement plus compliquée, leur taux d'emploi étant globalement plus faible et leur condition économique plus difficile.

En 2014, l'emploi est en légère reprise : 88 milliers d'emplois ont été créés, soit une variation positive de 0,4 % sur un an. Le chômage reste toutefois élevé ; très inégal selon les régions, il touche aussi plus durement les jeunes. En 2014, près de 3 millions de personnes étaient sans emploi en Italie, soit un taux de chômage de 12,7 % de la population active, contre 6,7 % en 2008 (ISTAT, 2015).

Les données de longue période signalent un sur-chômage féminin, un des marqueurs des inégalités entre hommes et femmes sur le marché de travail dans les pays du sud d'Europe. En période de crise ce sont cependant les hommes qui pâtissent de la plus forte hausse du chômage : leur taux de chômage tend à croître plus rapidement que celui des femmes, ce qui conduit à un resserrement des écarts (graphique 1). Le chômage sévit aussi très inégalement selon les territoires, le Sud (+8 %) se trouvant plus exposé que le Nord (+5 %).

Graphique 1. *Taux de chômage de la population active selon le sexe (en %)*

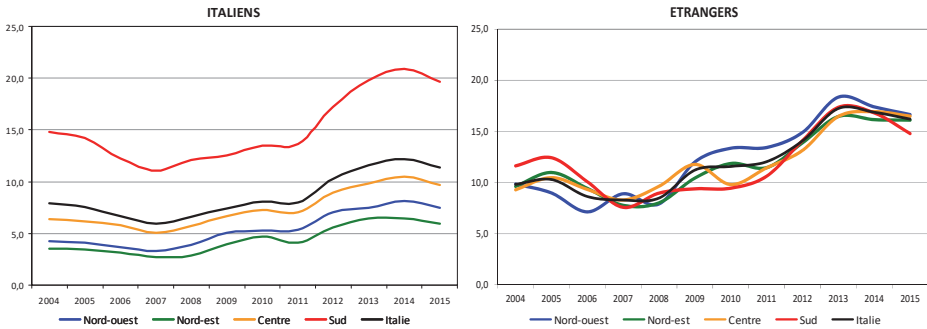


Note: Le Sud comprend le sud de la péninsule et les îles. Source : Istat, 2015.

D'une manière générale, pendant la crise économique, la situation des travailleurs d'origine étrangère s'est détériorée plus rapidement que celle des

ressortissants nationaux. Entre 2008 et 2014, le taux de chômage des travailleurs étrangers est passé de 8,5 % à 17 % quand celui des travailleurs italiens est passé de 6,6 % à 12,2 % (graphique 2). Cette différence peut en partie s'expliquer par la concentration élevée de travailleurs étrangers, principalement non-UE, dans des secteurs à demande cyclique comme ceux de la construction, du commerce de détail et de l'hôtellerie.

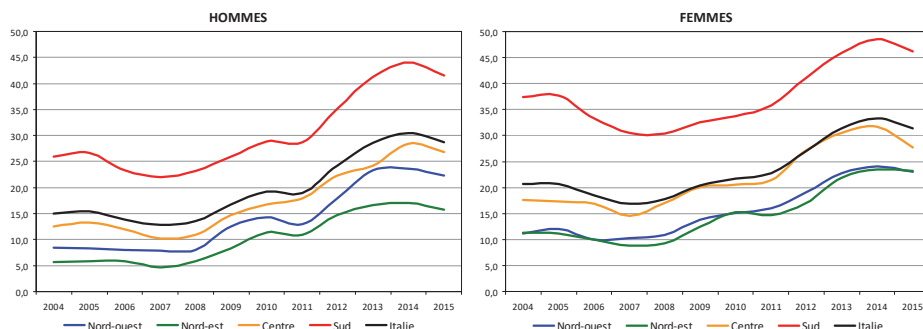
Graphique 2. Taux de chômage de la population active selon la nationalité (en %)



Source : Istat, 2015.

Comparativement à la crise de 1992-1993, une différence majeure concerne la forte concentration des chômeurs chez les jeunes. En 2014, le chômage a touché environ 1,6 million d'individus âgés de 15 à 34 ans (50 % de la population des chômeurs), soit un croît de 700.000 par rapport à 2008. En proportion, ce sont les jeunes de moins de 29 ans qui sont les plus touchés : de 2008 à 2014, leur taux de chômage est passé de 15,3 % à 31,6 %. Une estimation qui serait plus optimiste que la réalité car de nombreux jeunes, découragés par les faibles perspectives d'emploi, ne figurent pas dans les statistiques. C'est sous l'acronyme NEET (*Neither in Employment not in Education or Training* ; ni en emploi, ni en études, ni en formation) que cette catégorie de jeunes (15-29 ans) a été classée. « Cette classification permet d'agréger aux jeunes en recherche d'emploi une part de la jeunesse qui recouvre des situations très diverses dont certaines cumulent les facteurs de vulnérabilité : jeunes découragés, jeunes au foyer familial, jeunes volontaires, jeunes en recherche d'orientation, jeunes profitant d'une année de césure » (Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, 2016) (graphique 3).

Graphique 3. Taux de chômage des 15-29 ans selon le sexe (en %)



Source : Istat, 2015.

Dans ce contexte, la contraction des niveaux d'emploi, associée à la forte chute de la rémunération des salariés, explique en grande partie la réduction du revenu disponible total des ménages : entre 2007 et 2013, le pouvoir d'achat des ménages a diminué globalement de 10,4 % (ISTAT, 2014).

Les familles italiennes ont – globalement – contracté leurs dépenses de consommation finale, notamment les dépenses de santé. Cependant, pour limiter l'impact sur la consommation de la baisse des revenus, les familles ont réagi en restreignant leur épargne. Depuis 2012, cette tendance toutefois s'inverse, avec une reprise de la propension à épargner passée de quelque 7% en 2012 à 9 % en 2013 (ISTAT, 2014, 2015).

Les difficultés des familles émergent clairement à partir d'indicateurs plus subjectifs. Entre 2008 et 2013, la proportion de familles éprouvant des difficultés financières en fin mois a régulièrement augmenté, atteignant 19,1 % en 2013. Quant à elle, la proportion de familles déclarant ne pas pouvoir faire face à une dépense imprévue à la fin du mois est passée sur la même période de 32 % à 43 % (ISTAT, 2014).

3. NUPTIALITÉ ET FORMATION DES UNIONS EN PÉRIODE DE CRISE

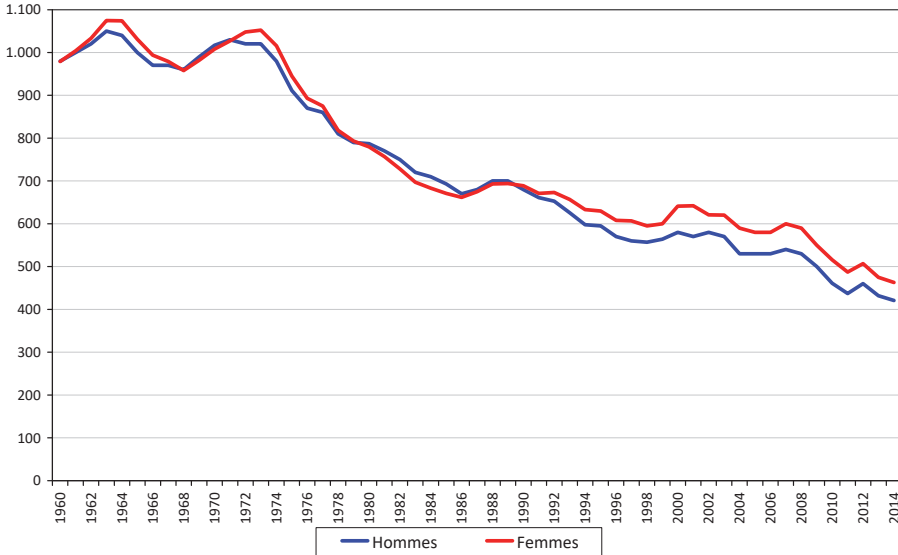
3.1. Les conséquences de la crise économiques sur la mise en couple : mariage ou cohabitation ?

Des études récentes révèlent qu'un ralentissement économique induit un retard plus ou moins important du mariage ou de l'union. « La crise peut, en particulier, inciter les jeunes à rester dans le système scolaire, à reporter leur mise en couple et les naissances qui accompagnent plus ou moins directement cette dernière. Dans un contexte incertain, les entreprises ont tendance à privilégier, pour les nouvelles embauches, les contrats à court terme plutôt que les contrats

permanents. Ce type d'emploi affecte les projets familiaux de long terme, comme le départ du foyer parental ou l'entrée en parenté » (Pailhé, 2010 : 98).

En Italie, le mariage des célibataires a fortement diminué d'intensité depuis 1972. En 2014, il implique moins de 50 % des hommes et des femmes, respectivement âgés, en moyenne, de 34 ans et 31 ans. Dans les années 1990, l'évolution des mariages a été plus irrégulière avec une légère reprise, néanmoins la baisse tendancielle, observée au début des années 2000, s'est accélérée pendant la crise (graphique 4).

Graphique 4. *Italie, 1960-2014. Indice de primo-nuptialité des hommes et des femmes (pour 1 000 célibataires)*



Source : Istat.

Le nombre de mariages contractés au cours de l'année 2014 atteint un seuil historiquement bas avec 190.000 mariages : environ 57.000 de moins qu'en 2008 (-23 %). Entre 2008 et 2014, se concentrent 46 % de la baisse observée au cours des deux dernières décennies 1992-2014. Le déclin caractérise principalement les premiers mariages entre conjoints de nationalité italienne (76 % de la baisse totale de la période).

Sur fond de baisse générale, les mariages qui concernent au moins une personne divorcée augmentent fortement en nombre et en proportion ; et cette tendance se poursuit malgré l'instabilité financière inhérente à la crise.

Tableau 1. *Italie, 1992-2014. Caractéristiques des mariages*

Années	Mariages	Premières mariages	Premières Mariages époux et épouse italiens	Age moyen au mariages		Proportion de remariages
		Effectifs		Hommes	Femmes	%
1992	312.348	288.530	280.887	29,2	26,2	7,5
1996	278.611	255.127	246.303	30,1	27,1	8,8
2000	284.410	256.739	245.511	30,9	27,8	10,6
2004	248.969	218.670	196.692	32,0	28,8	13,7
2008	246.613	212.476	185.749	32,8	29,8	16,3
2012	207.138	174.583	153.311	33,8	30,8	18,3
2014	189.765	170.672	142.754	34,3	31,3	19,1

Source : Istat.

Par comparaison, la manière dont la crise exerce ses effets sur la dissolution conjugale s'avère beaucoup moins claire. Les effets sont en effet contrastés. Certes, l'instabilité économique joue sur la stabilité financière et psychologique des couples et peut entraîner une hausse des taux de divorce. Mais le divorce est source de coûts non négligeables (pension alimentaire, changement de logement), encore plus difficiles à supporter en période de baisse du revenu disponible et de risque accru de perte d'emploi (Hellerstein and Morrill, 2011). Ces obligations et les charges légales qui leur sont associées peuvent limiter la pension à la dissolution des couples mariés.

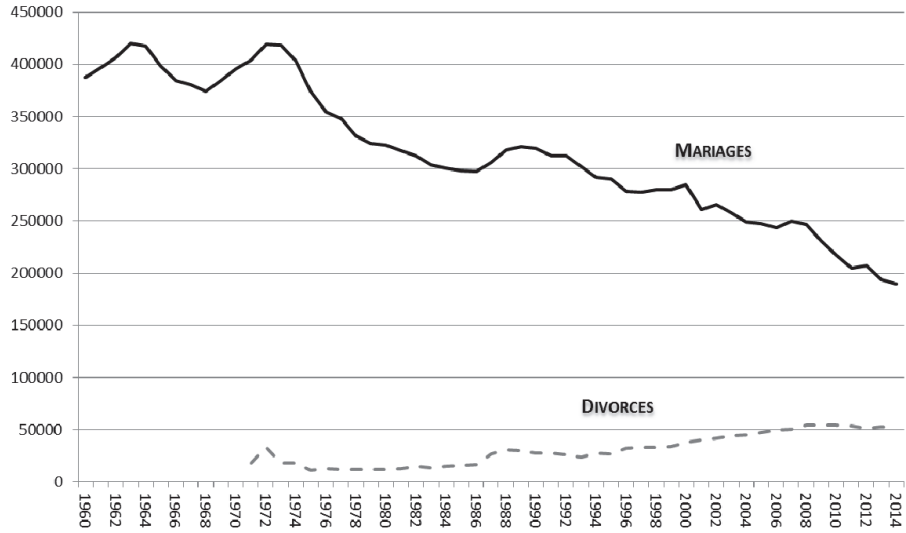
De fait, en Italie, au cours des dernières années, l'instabilité conjugale apparaît relativement contenue : entre 2008 et 2012 le taux de divortialité est passé de 181 à 173,5 pour 1.000 mariages. En 2011, pour la première fois depuis une décennie, le nombre de divorces prononcés s'est réduit et il a de nouveau diminué en 2012, tombant à 51.000, contre 54.000 en 2008) (graphique 5).

À la baisse d'intensité et à l'allongement du calendrier de la primo-nuptialité correspond une tendance à la hausse de la cohabitation hors mariage.

En Italie, les unions consensuelles se sont développées depuis les années 1990, sans pour autant revêtir l'ampleur constatée dans d'autres pays européens. La cohabitation hors mariage est encore faible et l'entrée tardive dans le mariage s'explique par le retard à la première union (Carella, Garcia Pereiro, Pace, 2016).

Les cohabitations n'ont pas compensé le recul des mariages, même si leur poids relatif a nettement augmenté. La proportion des couples en cohabitation hors mariage dans l'ensemble des unions est passée de moins de 2 % en 1994 à 12 % en 2012 (Pirani and Vignoli, 2014). En moins de 20 ans, le nombre des unions libres a quadruplé, passant de 227.000 en 1993-94 à 972.000 en 2012.

Graphique 5. Italie, 1960-2014. Mariages et divorces



Source : Istat.

Le processus de diffusion des cohabitations, très inégal selon les régions, est à un stade plus avancé au Nord (de 13 % à 17 %) qu'au Sud (3 %).

Pendant la crise, la diffusion de la cohabitation hors mariage s'est accélérée, en particulier chez les jeunes. Dans l'ensemble des unions, la proportion de couples hors mariage dans lesquels la femme est âgée de 15 à 34 ans est passée de 12 % en 2007 à près de 20 % en 2012 (De Rose e Strozza, 2015).

L'instabilité économique a favorisé la hausse de la cohabitation pré-nuptiale de longue durée : au cours de la période 2004-2009, la proportion de premiers mariages civils précédés d'une cohabitation s'élève à 50 % et la durée moyenne de la cohabitation pour ces cohortes atteint 2,6 ans.

3.2. Allongement de la dépendance des jeunes adultes : le rôle de la « famille prolongée »

Les crises produisent une incertitude financière au niveau individuel qui retarde la formation de l'union en faveur d'une cohabitation prolongée des jeunes adultes (Aassve *et al.*, 2013).

En Italie, le départ des jeunes du foyer parental se réalise traditionnellement très tard et il a été longtemps presque exclusivement lié au mariage (Billari *et al.*, 2001). Par ailleurs quand les jeunes quittent le domicile d'origine et se déplacent à quelques kilomètres (ou à quelques mètres, s'ils restent dans le même complexe d'appartements), ils gardent des liens très étroits avec leurs

parents qui leur apportent souvent un soutien financier. La transition des jeunes italiens vers l'âge adulte représente une séquence très rigide du cycle de vie : formation puis recherche d'un emploi stable permettant d'assurer l'autonomie économique (Aassve *et al.*, 2001).

Au cours des dernières années, le départ des jeunes italiens du foyer parental a été de plus en plus tardif : entre 2007 et 2014, la proportion de population jeune résidant toujours chez leurs parents est passée de 60,7 % à 65,8 %, en hausse de 5% (EUROSTAT, 2015). En 2014, presque 7 millions des 18-34 ans cohabitent avec leur famille, soit une proportion des deux tiers et entre 25 et 34 ans, la proportion est encore d'un sur deux (49,4 %).

La cohabitation prolongée concerne indistinctement les régions du Nord et du Sud, le phénomène étant plus masculin que féminin : il touche 58 % des hommes de 25 à 34 ans contre 41 % des femmes. Les étudiants et les chômeurs ayant une autonomie financière limitée ont davantage tendance à demeurer chez leurs parents. Cependant 60 % des 25-34 ayant un emploi vivent quand même chez leurs parents. À l'échelle européenne, les jeunes italiennes quittent 4 ans plus tard que la moyenne le domicile parental : la décohabitation se faisant en moyenne à 30 ans.

Diverses études indiquent que le *familialisme* identifie un phénomène plus marqué dans les pays n'ayant pas développé de politique sociale active en faveur de la jeunesse. « C'est en effet une question de *Welfare State* : l'Italie fait partie de ce « *modèle méditerranéen* » qui fait de la famille le seul support de l'individu non encore épanoui » (Bory, 2009 : 134).

De fait, l'Italie n'a jamais eu une véritable action de soutien et d'aide bien structurée envers les jeunes. Dans ce contexte de carence des politiques d'allocations pour le logement et d'absence d'un véritable système d'allocation chômage pour les jeunes, la famille reste la seule forme réelle de soutien dans le parcours d'intégration à la vie sociale (Dalla Zuanna, 2001).

La famille italienne tient pleinement le rôle d'amortisseur social mais ce n'est pas sans risque : « Le problème du prolongement de l'assistance risque de se transformer en *assistanat*. Le lien de filiation semble de plus en plus soumis à des obligations réciproques, à des injonctions à l'assistance inconditionnelle se prolongeant au-delà de l'adolescence » (Cicchelli, 2001 : 32).

4. LES EFFETS DE LA RECESSION SUR LES COMPORTEMENTS REPRODUCTIFS

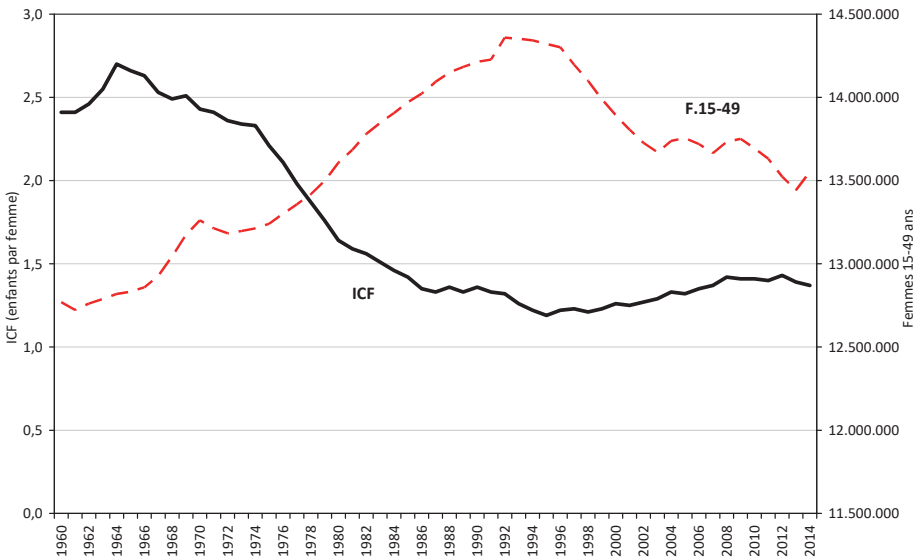
4.1. Natalité et fécondité : brève analyse des tendances lourdes

Plusieurs études montrent également que les emplois précaires sont associés à un report de la fécondité, notamment dans les marchés du travail très segmentés d'Europe du Sud (Pison, 2013 ; Pailhé, 2009, 2010).

En Italie, la fécondité est désormais beaucoup plus faible et plus tardive que par le passé (en 2015 : l'indicateur conjoncturel de fécondité (ICF) est l'un des plus bas du monde : 1,35 enfant par femme). « La population féminine en âge de procréer figure désormais parmi les moins fécondes du monde et parmi celles dont le calendrier des maternités est le plus retardé (l'âge moyen à la naissance des enfants atteint 31,6 ans pour les femmes italiennes). Le déficit par rapport au niveau garantissant le strict remplacement des générations s'élève en 2014 à quelque 35 % » (Carella, Garcia-Pereiro et Parant, 2016) (graphique 6).

Pour sa part, la descendance finale des femmes atteint 1,7 enfant par femme pour la génération née en 1960. Les estimations sont encore plus basses (1,4 enfant par femme) pour les générations nées au milieu des années 1970 (De Rose e Strozza, 2015).

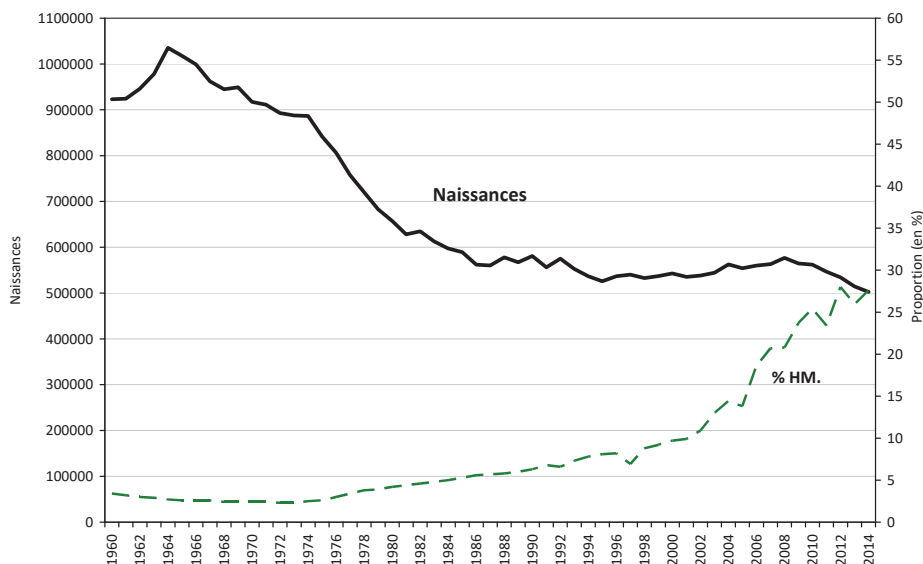
Graphique 6. Italie, 1960-2014. Indicateur conjoncturel de fécondité et population féminine en âge de procréer



Source : Istat.

En relation avec la diminution de la population féminine en âge de procréer (les femmes du baby-boom, nées au cours des années 1960, achèvent leur vie reproductive et sont remplacées par des générations beaucoup moins nombreuses) et le substantiel et durable déclin de l'ICF, le nombre annuel de naissances vivantes a fortement régressé. En 1995, à la forte réduction de naissances s'associe un ICF au minimum historique de 1,19 (graphique 7).

Graphique 7. *Italie, 1960-2014. Naissances vivantes et proportion de naissances hors mariage*



Source : Istat.

Le nombre des naissances se stabilise à la fin des années 1990 puis augmente jusqu'en 2008 avant d'amorcer un recul poursuivi d'année en année.

Dans ce contexte, la proportion de naissances hors mariage, pratiquement nulle jusqu'à la fin des années 1970, approche désormais 30 % en Italie. En retrait par rapport à d'autres pays européens, cette proportion n'en est pas moins la preuve qu'en Italie, être marié est une condition de moins en moins requise pour commencer de constituer une descendance (Carella, Garcia-Pereiro et Parant, 2016).

4.2. Natalité et fécondité : tendances récentes

En 2015, pour la première fois, les naissances sont tombées en deçà de 500.000 – à peine 400.000 pour les naissances d'enfants impliquant deux parents italiens – soit le minimum observé depuis la formation de l'Etat Italien en 1861 (8 naissances pour mille habitants, contre 10 naissances pour mille dans l'Union européenne). Cette chute de la natalité fait écho à une hausse de 10‰ de la mortalité de 2014 à 2015, avec pour conséquence une diminution de la population totale.

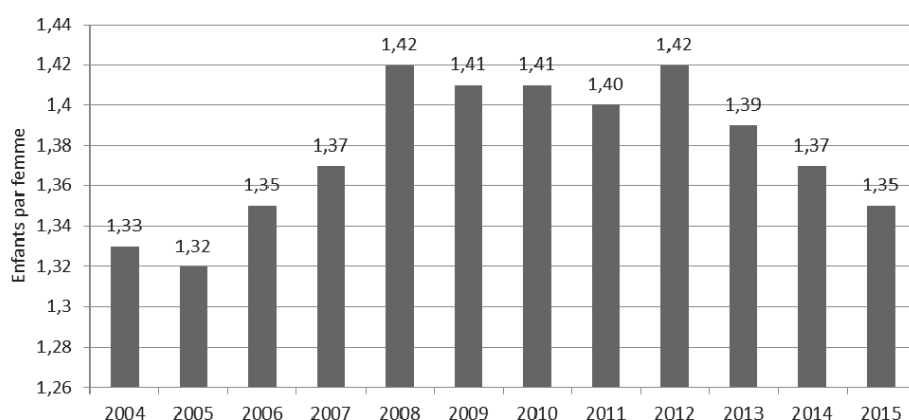
La réduction des naissances concerne en premier lieu les bébés nés de deux parents italiens (82.000 de moins qu'en 2008). Mais, pour la première fois en

2014, on relève une baisse du nombre des nouveau-nés de nationalité étrangère (presque 5.000 de moins qu'en 2013).

L'évolution récente des comportements reproductifs découle de la combinaison défavorable des « effets structurels » : cependant l'incertitude suscitée par la crise économique et la montée du chômage ont influencé négativement les projets de procréation des couples au moment où les femmes avaient cessé de reporter toujours plus leurs maternités.

« Une caractéristique de la crise actuelle est d'être survenue en Italie au moment où la fécondité, longtemps très basse, commençait à remonter » (Pison, 2013: 28). De fait la récession économique a stoppé la tendance à la reprise de l'indicateur conjoncturel de fécondité qui, de 1,42 enfant par femme au début de la crise, en 2008, a reculé à 1,35 en 2015 (graphique 8).

Graphique 8. *Italie, 2004-2015. Indicateur conjoncturel de fécondité*



Source : Istat.

Globalement, la fécondité des étrangères reste plus élevée que celle des autres femmes – 1,97 enfant par femme contre 1,29 – et, leur apport à l'indicateur de fécondité a été important jusqu'au début de la crise. Depuis 2008 cependant, leur ICF, qui atteignait alors 2,65 enfants par femme, a très nettement régressé (graphique 9) ; en 2014, la fécondité des femmes étrangères a contribué à faire passer la moyenne nationale de 1,29 à 1,37, soit 0,08 enfant, ce qui est relativement peu.

Concernant la géographie de la fécondité, les disparités interrégionales sont anciennes : jusqu'à la fin des années 1990, elle était plus élevée dans le Sud et plus faible dans les régions du Nord. Les explications étaient diverses : force des traditions régionales, transmission du modèle des familles nombreuses.

Tous ces facteurs ont perdu de leur importance ; si les différences demeurent, le schéma ancien n'en est pas moins modifié.

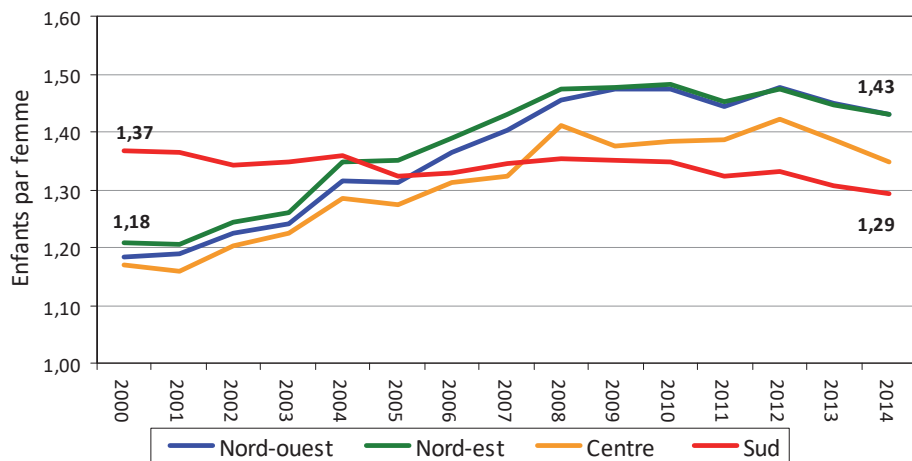
Au cours des années 2000, les écarts territoriaux de fécondité se sont réduits et se sont même inversés depuis 2008 : la fécondité s'avère plus forte au nord-est, au nord-ouest et dans la région centrale de l'Italie, et plus faible dans le Sud. Les femmes étrangères étant plus nombreuses au Nord et ayant une fécondité plus élevée que les autres, il n'est pas surprenant que la fécondité soit plus élevée

Graphique 9. *Italie, 2004-2014. Indicateur conjoncturel de fécondité et âge moyen à la maternité selon la nationalité des mères*



Source : Istat.

Graphique 10. *Italie, 2004-2014. Indicateur conjoncturel de fécondité des grandes régions*



Source : Istat.

dans ces régions. La crise économique ayant davantage pénalisé les jeunes du Sud, ceux-ci tendent à reporter leurs projets de mise en couple et de formation de la famille en proportion plus importante que leurs homologues du Nord.

4.3. « Les enfants du désir » : la procréation médicalement assistée (PMA) en période de crise

En Italie, la famille avec deux enfants semble prévaloir comme modèle le plus fréquent depuis la fin des années 1960 (Vignoli e Regnier-Loilier, 2009).

Toutefois, pour les Italiennes, le passage à la vie adulte s'étale sur une plus longue période que pour les autres femmes européennes. « Il s'ensuit un retard des premières naissances avec pour conséquence moins de temps pour atteindre les parités supérieures » (Solesin, 2014). De plus, en période de crise, les couples ont reporté ultérieurement leur projet de fécondité (De Rose e Strozza, 2015).

Cette donnée fait beaucoup réfléchir et renvoie à une interrogation apparue en 2008 dans une note d'analyse de l'INED : « Mais à trop attendre, prend-on le risque de ne pas obtenir l'enfant souhaité, pour des raisons physiologiques ? ». Aucune question ne pouvait mieux résumer l'incertitude associée au report excessif d'un projet de procréation sur les naissances de rang 2 ou plus.

On estime qu'en Italie le taux d'infertilité touche désormais 25 % des couples. En 2013, pour faire face à cet obstacle physiologique 71.741 couples ont recouru aux techniques de procréation médicalement assistée et 12.187 enfants sont nés grâce à une PMA, ce qui représente 2,4 % des naissances (Istituto Superiore di Sanità, 2014).

Le recul de l'âge des femmes à la conception du premier enfant est une cause importante d'infertilité. Les statistiques montrent cependant que, parmi les femmes recourant à la PMA, le nombre de celles qui sont âgées de plus de 40 ans augmente (+10% qu'en 2005), tandis que celui des femmes de moins de 35 ans diminue (-12% par rapport à 2005).

La question se pose : un tel niveau d'infertilité est-il la conséquence des limites physiologiques des couples ou l'effet de leur décision de reporter à trop tard la constitution de leur descendance ?

Aucune limite d'âge n'est clairement formulée par la loi en Italie en matière de PMA ce qui explique qu'un nombre croissant de couples y recourent, indépendamment du coût des techniques déployées et des contraintes financières nées de la crise.

« L'enfant du désir » à n'importe quelles conditions... même s'il serait, sans doute, parfois plus raisonnable de « capturer la vague/le temps » conformément aux indications de la nature humaine !

Tableau 2. *Italie, 2005-2013. La procréation médicalement assistée*

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Effectifs									
Couples	46.519	52.206	55.437	59.174	63.840	69.797	73.570	72.543	71.741
Naissances	4.940	7.507	9.137	10.212	10.819	12.506	11.933	11.974	12.187
Age	Proportion de femmes (en %)								
moins de 35	39,3	37,9	35,0	33,8	31,3	29,6	28,6	28,3	27,5
35-39	40,0	38,3	39,8	39,4	40,5	41,2	40,9	41,0	41,5
40 et plus	20,7	23,8	25,2	26,8	28,2	29,2	30,5	30,7	31,0

Source : Registro Nazionale PMA.

5. CONCLUSIONS

Les fluctuations économiques peuvent influencer sur les comportements démographiques selon des modalités et des calendriers différents. Ainsi, en période de récession, on observe un retard du mariage ou de la mise en couple, un allongement du calendrier des naissances et plus particulièrement, de la première (en relation avec l'allongement du calendrier des unions), ainsi qu'une relation négative entre chômage et fécondité très variable selon l'âge.

« Cette relation s'explique principalement par un effet revenu et par le développement de l'incertitude sur l'avenir. L'hypothèse que les couples repoussent leurs projets de fécondité à un avenir plus certain et prospère semble ainsi confirmée [...] L'expérience individuelle du chômage, mais aussi le niveau de chômage agrégé, retardent les naissances – surtout les premières – avec un décalage d'un à deux ans par rapport à l'évolution économique » (Pailhé, 2010 : 102).

En Italie, les effets de la récente crise économique sur les variables démographiques sont encore difficilement quantifiables. Sans doute, la dégradation du marché de l'emploi, la baisse des revenus et l'incertitude croissante sur l'avenir ont-elles modifié les comportements des ménages. Une évidence empirique est clairement lisible : la crise économique a favorisé le prolongement des tendances lourdes qui ont caractérisé dernièrement la mise en couple et la procréation.

« D'autre part, l'ampleur des effets d'une crise économique et son sens – pour le chômage des femmes – varient significativement selon les pays. Les politiques familiales et d'emploi, qui jouent un rôle d'amortisseur, peuvent expliquer ces différences » (Pailhé, 2010 : 102).

La sensibilité de la fécondité aux crises est plus marquée dans les pays qui n'ont pas développé une politique familiale. Ces pays devraient adopter des politiques et des mesures beaucoup plus volontaristes, jugeant que les enjeux liés aux

processus démographiques sont trop primordiaux et périlleux pour accepter qu'ils suivent librement leurs cours.

« Dans les faits, l'Italie, comme autres pays méditerranéens de l'UE, a d'abord joué sur le mode gestion douce de processus dont elle ne cherchait guère par ailleurs à saisir les différents tenants et aboutissants en dépit de quelques écrits de démographes exerçant en cela pleinement leur fonction d'alerte. Cette réponse *a minima* n'ayant eu que des résultats très temporaires et/ou limités, l'obligation se fait aujourd'hui très vivement sentir de recourir à des politiques plus invasives. Ce ne sont pas les champs d'intervention qui manquent :

- politique familiale : pour alléger, sinon compenser, la baisse de niveau de vie qui accompagne la naissance d'un enfant (indépendamment de son rang, mais plus encore lorsqu'il est de rang élevé) et allouer du temps et de l'espace aux jeunes parents ;

- politique d'emploi : pour favoriser l'insertion ou le retour le plus rapide possible vers le travail des personnes en demande d'emploi » (Carella and Parant, 2014 : 18) ;

- politique d'allocation du logement pour favoriser la sortie des jeunes du domicile parental.

BIBLIOGRAPHIE

- AASSVE, A.; BILLARI, F. and ONGARO, F. (2001): «The impact of income and employment status on leaving home: evidence from the Italian ECHP sample», *Labour*, 15 (3), pp. 501-529.
- AASSVE, A.; COTTINI, E. and VITALI, A. (2013): «Youth prospects in a time of economic recession», *Demographic Research*, Vol. 29, n° 36, pp. 949-962.
- AASSVE, A.; COTTINI, E.; FRABONI, R. e VITALI, A. (2015): «Giovani e formazione delle unioni», in DE ROSE, A. e STROZZA, S. (dirs.): *Rapporto sulla popolazione. L'Italia nella crisi economica*, Bologna, Il Mulino, Universale Paperbacks 674, pp. 33-61.
- BILLARI, F.; PHILIPPOV, D. and BAIZÁN, P. (2001): «Leaving home in Europe. The experience of cohorts born around 1960», *International Journal of Population Geography*, 7 (5), pp. 339-356.
- BORY, S. (2009): «Trajectoires réversibles : le cas des jeunes adultes italiens», *Informations sociales*, 6/2009, n° 156, pp. 132-141.
- CARELLA, M.; GARCIA-PEREIRO, T. et PARANT, A. (2016) : « Le lien entre divorce et vulnérabilité en Italie et en Espagne », en GIRARD, C. ; PENNEC, S. et SANDERSON, J. P. (eds.) : *Trajectoires et âges de la vie*, Association internationale des démographes de langue française (en presse).
- CARELLA, M. ; GARCIA-PEREIRO, T. et PACE, R. (2016) : « Les unions consensuelles en Espagne et en Italie : profils des femmes », dans GIRARD, C. ; PENNEC, S. et SANDERSON, J. P. (eds.) : *Trajectoires et âges de la vie*, Association internationale des démographes de langue française (en presse).

- CARELLA, M. and PARANT, A. (2014): «Demographic trends and challenges in the Mediterranean», *South-east European Journal of Political Science*, Vol. II, n°3, pp. 10-21.
- CASTAGNARO, C.; GUARNERI, A.; PRATI, S. e RINESI, F. (2015): «Comportamento riproduttivo», in DE ROSE, A. e STROZZA, S. (dirs.): *Rapporto sulla popolazione. L'Italia nella crisi economica*, Bologna, Il Mulino, Universale Paperbacks 674, pp. 63-83.
- CAZZOLA, A.; PASQUINI, L. and ANGELI, A. (2016): «The relationship between unemployment and fertility in Italy: a time-series analysis», *Demographic Research*, 34, 1, pp. 1-38.
- CICCHELLI, V. (2001) : «La dépendance familiale des jeunes adultes en France et en Italie», *Recherches et prévisions*, n° 65, pp. 31-37.
- COTTINI, E. e VITALI, A. (2014): «I giovani e la Grande Recessione», in CAPPELLARI, L. e LUCIFORA, C.: *Economia della popolazione: disuguaglianza, famiglia e migrazioni*, Milano, Vita e Pensiero, pp. 67-86.
- DALLA ZUANNA, G. (2001): «The banquet of Aeolus: A familistic interpretation of Italy's lowest low fertility», *Demographic Research*, Vol. 4 (5), pp. 133-161.
- DE ROSE, A. e STROZZA, S. (dir.) (2015): *Rapporto sulla popolazione. L'Italia nella crisi economica*, Bologna, Il Mulino, Universale Paperbacks 674, 180 pp.
- EUROSTAT (2015), «Being young in Europe today», Luxembourg, Publications Office of the European Union.
- HELLERSTEIN, J. and MORRILL, M. (2011): «Booms, busts, and divorce», *The B.E. Journal of Economic Analysis & Policy*, Vol. 11, n° 1, 1935-1682, <DOI: 10.2202/1935-1682.2914>.
- ISTAT (2009): *Rapporto annuale. La situazione del Paese nel 2008*, Roma, Istat.
- ISTAT (2014): *Rapporto annuale. La situazione del Paese nel 2013*, Roma, Istat.
- ISTAT (2015): *Rapporto annuale. La situazione del Paese nel 2014*, Roma, Istat.
- Istituto Superiore di Sanità (2014): «Sintesi dell'attività dei centri di procreazione medicalmente assistita – anno 2013 report registro nazionale italiano».
- PAILHÉ, A. (2009) : « La crise économique actuelle affectera-t-elle le nombre de naissances ? », in INSEE : *France, portrait social – Édition 2009*, pp. 26-27.
- PAILHÉ, A. (2010) : « Effet attendu de la crise économique actuelle sur les naissances : quelques hypothèses », *Politiques sociales et familiales*, n° 100, pp. 97-103.
- PIRANI, E. and VIGNOLI, D. (2014): «Are spouses more satisfied than cohabitators? A survey over the last twenty years in Italy», *DiSIA Working Paper*, 2014/09, Dipartimento di Statistica, Informatica, Applicazioni, Università di Firenze, 22 pp.
- PISON, G. (2013) : « Les conséquences de la crise économique sur la fécondité en France et dans les pays développés », *Informations sociales*, n° 180, pp. 22-30.
- REGNIER-LOILLIER, A. et VIGNOLI, D. (2011) : « Intentions de fécondité et obstacles à leur réalisation en France et en Italie », *Population*, Vol. 66, n° 2, pp. 401-432.
- REYNERI, E. e PINTALDI, F. (2013): *Dieci domande su un mercato del lavoro in crisi*, Bologna, Il Mulino.
- RIMOLDI, S. (2015): «Famiglie in crisi, famiglie nella crisi», *Rivista Italiana di Economia, Demografia e Statistica*, Vol. LXIX, n° 2, pp. 17-36.

- ROSINA, A. e DE ROSE, A. (2015): «Crisi e welfare inadeguato affossano le nascite», *Welfare Oggi*, 1/2015.
- SALVINI, S. e VIGNOLI, D. (2014): *Convivere o sposarsi?*, Bologna, Il Mulino, 129 pp.
- SALVINI, S. (2015): «Living in couple. marriage and cohabitation in a changing Italy», *Rivista Italiana di Economia, Demografia e Statistica*, Vol. LXIX, n° 2, pp. 37-56.
- SOBOTKA, T.; SKIRBEKK, V. and PHILIPPOV, D. (2011): «Economic recession and fertility in the developed world», *Population and Development Review*, Vol. 37, n° 2, pp. 267-306.
- SOLESIN, V. (2014) : « L'arrivée d'un deuxième enfant : une transition moins fréquente en Italie qu'en France », en GIRARD, C. ; PENNEC, S. et SANDERSON, J. P. (eds.) : *Trajectoires et âges de la vie*, texte présenté au colloque de l'Association internationale des démographes de langue française « Trajectoires et âges de la vie », 26-29 mai 2014, Bari, Italie (en presse).
- VIGNOLI, D. e RÉGNIER-LOILIER, A. (2009): «Chi non desidera avere due figli? Uno studio comparativo tra Francia e Italia», *Rivista di studi familiari*, n°1/2009, pp. 19-39.